

**Convention collective**

**IDCC : 9151. – EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE,  
EXPLOITATIONS DE CULTURE OU D'ÉLEVAGE SPÉCIALISÉS  
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES RURAUX ET FORESTIERS  
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE  
(Cantal)**

**(5 janvier 1978)**

(Étendue par arrêté du 7 novembre 1978,  
*Journal officiel* du 19 janvier 1979)

**AVENANT N° 81 DU 6 JUIN 2019**

NOR : AGRS1997190M

IDCC : 9151

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Cantal ;

Fédération départementale des CUMA ;

Fédération des entrepreneurs du territoire,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT du Cantal ;

Syndicat CFTC-Agri ;

Union départementale des syndicats SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'annexe I à la convention collective de travail du 5 janvier 1978 sont ainsi modifiées :

« Les salaires minima prévus à l'article 21 afférents à chacun des coefficients suivants sont fixés comme suit :

**1. Classification des emplois de salariés : ouvriers, employés**

*(En euros.)*

COEFFICIENT	NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL pour 35 heures par semaine
100	1	1	10,03	1 521,25
110	1	2	10,07	1 527,32
120	2	1	10,13	1 536,42

COEFFICIENT	NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL pour 35 heures par semaine
130	2	2	10,20	1 547,03
140	3	1	10,29	1 560,68
150	3	2	10,35	1 569,78
160	4	1	11,15	1 691,12
170	4	2	11,62	1 762,41

## 2. Classification des emplois de techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

COEFFICIENT	NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL pour 35 heures par semaine
200	1	1	11,93	1 809,42
210	1	2	12,67	1 921,66
220	2	1	13,22	2 005,08

## 3. Classification des emplois de cadres

(En euros.)

COEFFICIENT	NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL pour 35 heures par semaine
300	1	15,38	2 332,68
310	2	17,55	2 661,81

### Article 2

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension, prend effet à compter du 6 juin 2019.

### Article 3

#### *Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant bénéficie à l'ensemble des salariés visés par la convention collective départementale susnommée et ce quel que soit l'effectif de l'entreprise.

Fait à Aurillac, le 6 juin 2019.

(Suivent les signatures.)